

Quelques réactions américaines au régime du parti québécois depuis le 15 novembre 1976

Alfred O. Hero

Volume 8, numéro 2, 1977

Le Canada et le Québec – Bilan et Prospective

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700785ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700785ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hero, A. O. (1977). Quelques réactions américaines au régime du parti québécois depuis le 15 novembre 1976. *Études internationales*, 8(2), 356–373.
<https://doi.org/10.7202/700785ar>

QUELQUES RÉACTIONS AMÉRICAINES AU RÉGIME DU PARTI QUÉBÉCOIS DEPUIS LE 15 NOVEMBRE 1976

Alfred HERO, Jr. *

Il est rare que des événements au Canada aient pu susciter plus que l'intérêt d'un petit nombre d'Américains – encore, cet intérêt se limite-t-il généralement à quelques personnes et est dû à des raisons bien particularisées, comme la proximité des frontières, des investissements ou d'autres formes d'activité économique, ou encore des ancêtres canadiens, des beaux-parents ou des associés. Même parmi les quelque 5% des gens aux États-Unis qui suivent de près les affaires internationales, seulement une infime fraction surveille attentivement les questions canadiennes. Autrement, l'attention est sporadique, dictée par l'événement original qui a su se frayer un chemin dans les colonnes des journaux. L'attention des chercheurs s'est plutôt portée sur les foyers « importants » de la vie internationale : l'Europe, l'Union soviétique et les points chauds du globe, au Moyen-Orient et en Asie.

La perception du Québec avant le succès électoral du PQ, le 15 novembre 1976, était encore bien plus vague. Pour la plupart des Américains, même au sein de la minorité attachée aux questions de politique étrangère, le « Canada » signifiait principalement le Canada anglais. Ce sont surtout les questions économiques qui ont suscité l'intérêt américain à l'endroit du Canada. À cet égard, les dirigeants canadiens pertinents ont été soit anglophones, soit des Québécois fédéralistes, relativement assimilés, bilingues et plutôt conservateurs. La génération précédente se préoccupait davantage des questions de défense et de sécurité – à l'époque plus tendue de la guerre froide avec le bloc soviétique et dans le cadre d'une technologie militaire qui reposait sur les bombardiers plutôt que sur les M.B.I.C. (*I.C.B.M.*). En dehors de l'expérience d'évasion fictive des quelques touristes en mal d'aventure (dont ne fait pas partie le voyageur éternel de l'élite américaine en politique étrangère), le Québec était une *terra incognita*. Bien plus, ce n'était même pas un sujet de discussion parmi les fonctionnaires et les gens proches du pouvoir central qui manifestaient pourtant un certain intérêt pour les relations canado-américaines¹.

* Directeur de la World Peace Foundation, 40 Mt. Vernon Street, Boston, MA, 02108, É.-U.

1. Voir Louis BALTHAZAR et Alfred O. HERO, jr., « La politique étrangère américaine et le rôle du Québec en Amérique du Nord », et Alan K. HENRIKSON, « Le Canada français dans la presse américaine », dans *Le nationalisme québécois à la croisée des chemins* (Coll. « Choix »), Centre québécois de relations internationales, Université Laval, 1975.

Il est indéniable que l'avènement au pouvoir du parti québécois à Québec ait accru la « présence » du Québec et le niveau d'intérêt chez les Américains pour les questions canadiennes, particulièrement à l'égard du Québec alors qu'on s'interroge sur les implications de la victoire du PQ pour le reste du Canada. Pourtant, un sondage mené au Minnesota, un État frontalier, auprès d'un échantillon représentatif d'adultes, deux mois et demi après l'élection, montrait que seulement 6% des gens avaient « suivi ou lu attentivement » les nouvelles depuis les élections, à propos de « la possibilité que la province de Québec se sépare du Canada et devienne un pays indépendant ». 32% avaient répondu « un peu », 29% « très peu », 32% « rien du tout ». Le reste « n'était pas certain » ; 9% seulement estimaient que « le Québec devrait devenir une nation indépendante » tandis que 55% pensaient que le Québec « devait rester dans le Canada » ; 36% n'avaient pas d'opinion sur la question. Par ailleurs, 19% pensaient que la « sécurité des États-Unis serait affaiblie » si « le Canada... perdait le Québec² ».

Un échantillon représentatif de l'ensemble des États-Unis aurait probablement indiqué des niveaux d'intérêt et de conscience de l'évolution au Québec encore bien plus faibles. Le principal journal de Minneapolis vendu à travers l'État est plutôt une exception aux États-Unis en ce qui concerne l'étendue et le nombre d'articles sur les affaires canadiennes.

Avant le 15 novembre, peu d'Américains – y compris la petite minorité qui suivait les affaires canadiennes – s'attendaient à ce que le PQ remporte plus qu'une trentaine de sièges³. Pratiquement personne n'avait envisagé une victoire qui porterait le PQ majoritaire au pouvoir.

Les milieux des affaires et des banques, les gens de la presse, les universitaires et les fonctionnaires, du moins, ceux qui s'intéressent aux questions canadiennes se sont pratiquement tous, à de rares exceptions près, fait une opinion sur le Québec à partir de sources anglophones. Ce sont surtout les perceptions et points de vue de la presse anglophone, des amis et contacts canadiens-anglais et, peut-être de quelques personnalités canadiennes-françaises bilingues, largement fédéralistes et plutôt conservatrices au sein des cercles professionnels et des milieux d'affaires qui ont déterminé les impressions et les suppositions à l'égard du Québec auprès des Américains. Même parmi ceux qui se débrouillent bien en français, pas plus d'une dizaine n'ont eu de véritables contacts avec les personnalités influentes au sein du PQ, avec les syndicats, les intellectuels et les autres groupes qui sont à l'origine du succès du PQ.

Les perceptions qu'ont les Américains du PQ se fondent donc largement sur des sources qui sont loin de lui être favorables. Bien que les éléments plus libéraux, politiquement, au sein de la minorité qui, aux États-Unis, suit la politique étrangère, aient pu éprouver une certaine sympathie pour les objectifs socio-économiques du PQ, bien peu d'entre eux – probablement une fraction

2. Rapporté dans le *Minneapolis Tribune*, 7 février 1977.

3. Certains journaux américains ont fait état de sondages dans ce sens juste avant l'élection.

encore plus réduite que les 9% du grand public au Minnesota – préféreraient un Québec indépendant à un Canada uni (voir ci-dessous).

Les réactions des groupes influents américains aux résultats de l'élection et aux premières mesures du gouvernement péquiste, telles qu'exposées ci-dessous, représentent les impressions recueillies par l'auteur en date de la fin mars 1977. Il ne s'agit donc que d'une première vague de réactions qui sont susceptibles de changer à mesure qu'évolueront les politiques et les actes du gouvernement péquiste.

I – CONSIDÉRATIONS ÉCONOMIQUES

C'est surtout à l'extérieur des cercles gouvernementaux que les préoccupations économiques dominant et sont susceptibles de persister. La chute de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, le déclin du marché des obligations du Québec et des actions des sociétés qui possèdent de nombreux actifs au Québec, tout cela après l'élection, reflètent les incertitudes et les inquiétudes des hommes d'affaires, des financiers et des investisseurs plutôt conservateurs aux États-Unis. Pour ces groupes qui ont suivi « l'affaire » de près, le projet de référendum du PQ, dont la date n'a pas été fixée, dont les termes n'ont pas été définis, les réactions possibles d'Ottawa et des autres provinces aux résultats éventuels de ce référendum et enfin, l'inspiration socio-démocrate du manifeste de 1973 du PQ et ses prises de position subséquentes, tous ces éléments projettent une lueur inquiétante.

Le discours du premier ministre Lévesque à New York, en janvier 1977, alors qu'il déclarait que l'indépendance était l'objectif central de son gouvernement, les autres déclarations du Premier Ministre québécois et de ses collègues au Cabinet et le cours qu'ont pris depuis les événements (sans parler des rumeurs accréditées par la presse) n'ont fait que renforcer ces inquiétudes. Quant au projet de marché commun Québec-États-Unis proposé à nouveau par Rodrigue Tremblay en décembre 1976 (il avait déjà formulé cette hypothèse en 1970), les auditoires américains informés jugeaient qu'il manquait de réalisme⁴. Ni lui ni ses « disciples » (s'il en est) n'ont indiqué comment ils convaindraient le Congrès américain d'accepter cette notion, comment le libre-échange avec les États-Unis pourrait coexister avec l'objectif du PQ de maintenir un marché commun avec le reste du Canada sans que ce dernier ait également accès à un marché commun avec les États-Unis – que ni le gouvernement canadien ni le gouvernement américain ne sembleraient souhaiter. En outre, bien qu'un marché commun avec les États-Unis puisse s'avérer à l'intérêt à long terme des provinces les plus avancées sur le plan technologique, les industries des textiles, de la chaussure, des vêtements, du bois et autres industries à forte concentration de main-d'œuvre risqueraient d'émigrer dans le Sud-Est améri-

4. Peu d'Américains pouvaient se rendre compte que les remarques de M. Tremblay représentaient bien plus son opinion personnelle que celle du gouvernement.

cain ou à Porto Rico, à moins de fermer leurs portes faute de la protection canadienne contre la concurrence américaine⁵. En outre, si le Québec éprouve des difficultés à maintenir un degré de contrôle suffisant sur son économie et à protéger sa culture francophone dans un marché commun canadien de 22 millions de gens, pour beaucoup d'Américains, il paraît invraisemblable que le Québec puisse le faire dans un marché plus dynamique et plus concurrentiel, dix fois plus grand.

L'option la plus logique pour le Québec, d'un point de vue américain informé, serait de demeurer dans un marché commun canadien, si le reste du Canada était d'accord – il le serait sans doute si c'était dans son intérêt au point de vue économique. Mais étant donné l'opposition politique au Canada anglais à un marché commun nord-américain par crainte d'un contrôle économique accru et d'une plus grande influence culturelle et politique des États-Unis sur le Canada, le maintien d'un libre-échange avec le Canada exclurait probablement une relation identique avec les États-Unis, à moins de dispositions spéciales draconiennes qui empêcheraient le transfert de produits américains du Québec ou la vente de ces produits à des visiteurs canadiens.

En outre, les dirigeants péquistes n'ont pas encore démontré comment un marché commun au sein d'un Québec indépendant fonctionnerait sans une coordination (pour ne pas parler de communauté) des politiques fiscales, monétaires et économiques – éléments que le PQ ne semble pas avoir sérieusement envisagé (en date de mars 1977). En plus, on peut se demander si l'Ouest canadien – qui veut vendre son charbon, son pétrole, son gaz, ses produits alimentaires, sa potasse et ses autres ressources à des prix optimum sur les marchés mondiaux tout en cherchant à importer au plus bas prix possible les produits manufacturés – continuerait à soutenir un marché commun et un système tarifaire à l'encontre de ses intérêts pour satisfaire l'Ontario et le Québec, à partir du moment où le Québec n'appartiendrait plus au Canada.

De petites sociétés industrialisées comparables au Québec en termes de population – même certaines comme la Suisse et les pays scandinaves qui possèdent beaucoup moins de ressources naturelles – ont réussi à édifier des économies viables et florissantes. Mais si le Québec ne parvenait ni à demeurer au sein d'un marché commun canadien ni à établir une relation de libre-échange avec les États-Unis, son économie souffrirait considérablement à moins d'une réorganisation majeure, une injection massive de capitaux nouveaux, d'un recyclage en profondeur et une nouvelle répartition de la main-d'œuvre. Le Québec éprouverait de la difficulté à attirer des investissements américains pour desservir un marché aussi exigu et à bénéficier d'économies d'échelle internes qui soient concurrentielles. Pour être viable économiquement, le Québec aurait à se spécialiser dans les quelques domaines industriels où il bénéficie d'un avan-

5. Voir Roma DAUPHIN, « Effects of Potential Trade Liberalization on Manufacturing Industries of Quebec », miméo.; *World Peace Foundation/C.Q.R.I.*, 1972. Les récents efforts des dirigeants de ces industries pour obtenir une protection accrue du Gouvernement canadien étayaient cette conclusion.

tage comparatif – ressources naturelles épuisables, certains produits forestiers, hydro-électricité, tourisme, artisanat et manufactures spécialisées de petites dimensions, peut-être quelques autres encore, principalement liées aux ressources naturelles. Un Québec tellement isolé économiquement du Canada aurait de la difficulté à attirer du capital pour créer les industries manufacturières à forte technologie que le PQ désire implanter.

Ainsi, la plupart des Américains qui se préoccupent des relations avec le Canada tendent à croire que le contrôle d'Ottawa sur l'inclusion d'un Québec indépendant dans un marché commun confère au gouvernement fédéral une position de force dans les négociations. Certains peuvent alléguer que le Québec pourrait faire face à cette pression en opposant le contrôle qu'il pourrait exercer sur la voie maritime du St-Laurent et sur le transport par terre et par avion entre l'Ontario et les Maritimes mais la plupart prétendent que l'avantage reste du côté d'Ottawa.

Le fait que M. Lévesque ait réitéré la volonté du PQ de prendre le contrôle de la majeure partie de l'industrie de l'amiante au Québec a suscité des inquiétudes non seulement chez les producteurs d'amiante mais également chez les investisseurs américains en général. Bien que le gouvernement québécois ait affirmé que l'amiante était un cas particulier, d'autres dirigeants d'industries dans le domaine des ressources naturelles se demandent si la nationalisation ou la vente forcée au gouvernement d'une part majoritaire dans cette industrie ne pourrait pas être le signe précurseur de gestes similaires auprès d'autres filiales américaines, particulièrement dans le domaine des ressources naturelles – ainsi que le manifeste de 1973 du PQ semble l'indiquer. D'une façon générale, le symbole que représenterait la mise sous tutelle de l'amiante aurait pour conséquence de décourager de nouveaux investisseurs directs américains.

Des pressions accrues de la part du Canada (y compris le Québec) pour renforcer la production locale, en augmenter la teneur manufacturière ou la « valeur ajoutée », des demandes plus pressantes à l'endroit du gouvernement américain, l'invitant à réduire ses tarifs progressivement plus élevés plus le produit est fini, tout cela fait partie du jeu normal des dialogues économiques et serait compris aux États-Unis par les personnes intéressées. Mais on voudrait que ces pressions soient plus sélectives plutôt que d'une portée générale. Certaines formes de transformation seraient économiquement plus viables à proximité du marché même s'il n'existait aucun tarif sur les produits manufacturés – les conduits à vapeur en ciment qui contiennent de l'amiante, par exemple.

Il semble que les arguments de Jacques Parizeau et d'autres dirigeants péquistes soient un peu trop optimistes relativement à la possibilité pour le Québec, en récupérant le capital local d'investissements à l'extérieur du Québec (principalement en Ontario et aux États-Unis) d'accélérer rapidement le processus d'acquisition et d'appropriation locales sans accroître l'influx de capital

étranger (principalement des États-Unis). Il ne fait aucun doute qu'une partie considérable du flux de capital québécois vers l'Ontario finit par aboutir aux États-Unis, mais même si l'on arrêta la plus grande partie du flux direct et indirect de capital québécois vers les États-Unis, le Québec aurait probablement encore besoin d'un apport considérable de capital pour maintenir le plein-emploi et un taux de croissance satisfaisant. On aurait particulièrement besoin du capital américain (et de la technologie) pour financer les investissements dans les domaines à haute technologie et recherche avancée, indépendamment du statut du Québec vis-à-vis du reste du Canada. De plus en plus, même l'exploitation des ressources naturelles exigera une injection massive de capital étranger.

Les Américains informés tendent à s'inquiéter de ce qu'ils considèrent être des hypothèses naïves de la part des dirigeants péquistes tant à propos des liens économiques complexes entre le Québec et les États-Unis que des réactions possibles des groupes américains influents tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des cercles gouvernementaux face aux politiques et décisions que le PQ semble vouloir mettre en œuvre. L'élite du PQ semble s'être fort peu préoccupée de telles considérations qui, pourtant, s'avéreraient cruciales pour la santé économique d'un Québec indépendant. Ni le parti québécois, ni le gouvernement une fois en place, ni la communauté intellectuelle québécoise ne semblent avoir examiné, fût-ce même d'une façon épisodique, les résultats possibles d'autres modes d'action éventuels par rapport à leurs effets directs ou indirects sur les relations économiques avec les États-Unis. Les Américains impliqués s'inquiètent de voir de pieuses intentions remplacer l'analyse solide des effets possibles de politiques différentes et risquer de mener à des décisions et des actions mal conçues, probablement difficiles, politiquement à renverser.

Enfin, l'insistance mise sur l'indépendance par les dirigeants péquistes depuis leur accession au pouvoir – y compris le Premier Ministre devant l'*Economic Club* à New York en janvier 1977 – contraste étrangement avec le camouflage de cet objectif au cours de la campagne électorale et a eu généralement un effet négatif sur les groupes d'intérêt économiques pertinents aux États-Unis. Les éléments les plus réfléchis dans les cercles financiers et les milieux d'affaires américains, sensibles aux questions internationales, étaient prêts à envisager immédiatement après l'élection l'avènement d'un gouvernement péquiste modéré, pragmatique sur la question de l'investissement américain, bref, un gouvernement avec lequel il serait possible de discuter « affaires ». Cependant, bien des éléments au niveau des objectifs déclarés du gouvernement sont venus modifier cette impression favorable au sein des élites économiques américaines : l'annonce par les dirigeants péquistes que le référendum pourrait bien n'avoir lieu qu'à la fin de son mandat de gouvernement de cinq ans plutôt qu'au bout de deux ans comme on l'avait déclaré auparavant, les déclarations à l'effet qu'en dépit des sondages et des autres enquêtes qui ont établi que seule une minorité épousait le concept d'une indépendance, celle-ci soit « inévitable », les ambiguïtés sur les nationalisations et, d'une façon générale, la priorité assignée à l'indépendance.

II – ASPECTS CULTURELS

La plupart des membres de l'élite en politique étrangère et des autres Américains intéressés à l'un ou l'autre aspect des relations canado-américaines se sont formé leur propre opinion sur les efforts que déploie le PQ pour protéger la langue française et la culture spécifique du Québec francophone. Les sources sont les mêmes : des Canadiens anglophones et, dans certains cas, une combinaison d'anglophones et de francophones généralement fédéralistes et plutôt conservateurs. Bien que même ces francophones bilingues, dans le fond de leur cœur se soient identifiés, au moins modérément, aux valeurs et objectifs culturels et linguistiques des nationalistes francophones plus catégoriques, il est rare que leurs sentiments personnels à cet égard aient été exprimés sans ambiguïté et de façon directe à leurs connaissances anglophones américaines alors que leurs contacts avec eux se déroulaient dans un milieu principalement ou exclusivement anglophone. Il n'existe pas plus d'une dizaine d'Américains au fait de la politique étrangère, s'exprimant relativement couramment en français, qui aient pris un contact direct avec des Québécois vraiment capables d'exprimer les ramifications multiples du nationalisme linguistique et culturel francophone.

Ainsi, cette minorité américaine, pourtant relativement cosmopolite, tend à accepter le stéréotype fabriqué par leurs collègues canadiens-anglais, du « patois » français parlé même par les Québécois éduqués, supposément incompréhensible pour les « véritables » Français, dits « de France ». Il s'ensuit que mêmes les Américains les plus « cosmopolites » ont été largement influencés par les assertions des Canadiens anglais sur l'absence de sophistication et la nature « bourgeoise » de la culture québécoise des classes moyennes. On ne s'est pas rendu compte de la valeur esthétique et intellectuelle d'une bonne part du théâtre français sérieux de Montréal, de la littérature représentée par des auteurs aussi connus que Marie-Claire Blais et Anne Hébert, des films de Jutra et d'autres, de la musique québécoise contemporaine, des émissions de Radio-Canada, etc.

Généralement, même ces Américains-là tendent à s'identifier aux anglophones du Grand Montréal et du reste du Québec et à se ranger bien plus de leur côté que de celui des opposants francophones dans le cadre de la querelle permanente relative à l'amendement de la Loi 22 et aux politiques annoncées ou ébruitées du gouvernement péquiste sur la défense et la promotion du français au Québec. Fort peu d'entre eux ont suivi de près les changements spécifiques apportés par le nouveau gouvernement – exigeant que les enfants de tous les nouveaux immigrants aillent dans des écoles françaises, renforçant le contrôle sur la propriété ou l'influence étrangère en matière de communications et *media*, etc. Leurs impressions sont souvent vagues, sans rapport avec les faits réels, souvent les deux à la fois. D'une façon générale, les critiques et les plaintes de la minorité anglophone sont prises pour de l'argent comptant par les Américains.

La communauté des affaires américaines qui opère au Canada ou les investisseurs éventuels se préoccupent beaucoup de la politique de « langue de travail » que le nouveau gouvernement s'efforcera de mettre en œuvre. Ceux qui comme David Rockefeller (qui parle français) se sont rendu compte qu'ils pourraient s'ajuster même à des normes plus draconiennes à cet égard ne sont qu'une minorité.

Non, l'argument le plus courant est nettement plus négatif : pourquoi augmenter les difficultés en utilisant le français non seulement à l'atelier, mais aussi au bureau, dans la section de recherche et développement (s'il en est une) ; pourquoi se limiter aux réserves de talents plus réduites en français sur le plan de la technique et de la gestion ; pourquoi devoir faire face à l'opposition des talents anglophones qui refusent de s'expatrier en dehors du grand Montréal, où les écoles et les services anglophones sont susceptibles d'être moindres ; pourquoi accommoder la résistance des employés francophones qui hésite à suivre une société qui s'installerait en dehors du Québec quand on peut atteindre presque aussi facilement le marché francophone à partir de l'Ontario.

Même si un Québec indépendant restait au sein d'un marché commun canadien, ces considérations négatives n'iraient pas en s'améliorant (au contraire, certains craignent qu'elles joueraient un rôle accru). En outre, pourquoi prendre le risque de bloquer du capital pour manufacturer des produits à l'usage uniquement d'un marché de 6 500 000 si le Canada refusait d'admettre le Québec dans un marché commun, particulièrement sous un régime péquiste dont les orientations socio-démocrates vont à l'encontre des intérêts des milieux d'affaires ? De telles préoccupations sont souvent aiguës par les Canadiens anglais dans leurs bureaux de filiales – de plus en plus dans le grand Toronto métropolitain.

III – VIOLENCE, DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

On peut vraisemblablement alléguer que la plupart des membres de l'élite américaine dans le domaine de la politique étrangère estiment que l'indépendance, si elle se fait, ne doit pas nécessairement s'accompagner de violence.

Cependant, certains Américains estiment que le processus d'indépendance est beaucoup plus susceptible d'être déstabilisant, chaotique et violent que le PQ n'est disposé à l'admettre. Ces observateurs de la scène québécoise soutiennent que plus durera l'incertitude sur les relations à l'avenir entre la province et le Canada, plus l'opinion deviendra polarisée et exacerbée. Ils craignent que ce processus ne polarise et ne radicalise les éléments activistes tant du côté anglophone que francophone, et que dans une ambiance émotive et confuse, des éléments violents tant dans le Québec anglophone que francophone – particulièrement dans le Montréal métropolitain – ne s'efforcent de faire la loi. Les Québécois non francophones susciteront les sympathies tant au Canada anglais qu'aux États-Unis. Le gouvernement canadien se sentira poussé à inter-

venir et il n'est pas inconcevable que les États-Unis soient amenés à protéger les intérêts économiques et autres des ressortissants américains au Québec.

Ces Américains se demandent, advenant une indépendance décrétée par une faible majorité de francophones à l'encontre d'une forte majorité de non-francophones lors d'un référendum, si l'ensemble des opposants ne risquent pas d'être majoritaires et de se radicaliser ou encore si les éléments violents parmi les francophones ne risquent pas de passer à l'action extra-légale et de provoquer une réaction en chaîne chez leurs homologues anglophones. Un climat de violence pourrait également s'instaurer si le PQ recueillait une faible majorité en réponse à un référendum équivoque ou ambigu. Dans leur interprétation de ces scénarios extrêmes, ces observateurs n'hésitent pas à comparer la dialectique possible de la violence, particulièrement dans le grand Montréal, aux événements en Ulster ou à Beyrouth au cours de la récente guerre civile libanaise.

Si le PQ n'emportait pas le premier référendum mais maintenait sa décision de tenir plusieurs référendum successifs pour atteindre la majorité en faveur de l'indépendance, la probabilité de tels événements irait en s'accroissant. Il s'ensuivrait une chute brutale des investissements américains et une exacerbation générale des relations entre le Québec et les États-Unis.

Cependant, la plupart des observateurs américains intéressés, sans éliminer complètement de telles éventualités, sont généralement plus optimistes. La plupart d'entre eux ne pensent pas que le PQ puisse obtenir une majorité lors d'un référendum qui poserait clairement la question au cours de son mandat actuel de cinq ans. Il est vrai que les Américains ont toujours sous-estimé dans le passé la force du nationalisme francophone et l'appui populaire à la notion d'un Québec souverain – principalement à cause des tendances opposées à l'indépendance parmi leurs sources d'information. Pourtant, les Américains au courant des événements ne cessent de citer les sondages et les impressions recueillies auprès de sources généralement fédéralistes pour alléguer qu'une minorité seulement soutient l'indépendance, à moins de changements radicaux et inattendus. Leur hypothèse de base est que le Québec sera capable de négocier avec Ottawa et les autres provinces un compromis constitutionnel susceptible de satisfaire tout le monde tout en conservant le Québec au sein de la Confédération. En tout état de cause, c'est ce qu'ils espèrent et plus rapidement la relation à venir entre le Québec et le Canada est définie, le mieux ce sera. Bien qu'ils anticipent des périodes de tension entre Québec, d'une part, et Ottawa et les autres provinces, d'autre part, dans l'élaboration d'un nouvel ordre constitutionnel, ils ne s'attendent pas à une escalade de violence que les forces de police au sein de la province ne puissent contrôler.

Si une intervention extérieure s'avérait nécessaire, les Américains estiment que le Canada dispose des moyens nécessaires même si Ottawa hésitait à le faire. On en veut pour preuve les événements d'octobre 1970. Ni le gouvernement américain ni les cercles influents en dehors des milieux gouvernementaux qui se préoccupent des questions canadiennes ne conçoivent une

intervention militaire des États-Unis. Au maximum, l'action américaine se limiterait à un soutien ouvert et public aux gestes posés par le gouvernement d'Ottawa.

Certains Américains s'inquiètent des conséquences pour la défense nationale et les questions de sécurité internationale de l'avènement d'un Québec indépendant gauchisant qui pourrait constituer un risque pour la sécurité collective des États-Unis. Ils soulignent les déclarations officielles du PQ à l'effet qu'il réduirait et réorganiserait ses forces armées pour les adapter à un rôle de sécurité interne et de protection de la souveraineté. Le PQ avait ajouté que le Québec se dégagerait de l'OTAN, de NORAD et mènerait une politique étrangère pacifiste. Ces observateurs constatent qu'un Québec neutre et non un Canada allié contrôlerait l'accès des sous-marins et des autres vaisseaux dans l'Arctique au moment même où ce secteur prend une importance nouvelle dans la stratégie américaine, compte tenu des progrès technologiques récents.

Cependant, d'autres observateurs américains allèguent que la participation actuelle du Québec à la défense nord-américaine et aux accords de sécurité collective est déjà minime. Compte tenu des changements technologiques et de l'évolution des rapports américano-russes, NORAD est beaucoup moins important pour la défense de l'Amérique du Nord que par le passé. Le retrait de l'OTAN et de NORAD aurait une valeur symbolique plutôt qu'une importance militaire ou stratégique. Le Québec pourrait bien accepter dans l'OTAN un rôle semblable à celui de la France.

Bien que peu d'Américains envisagent l'avènement d'un régime anti-américain, extrémiste de gauche, qui serait issu des cadres actuels du PQ, ils reconnaissent qu'il est difficile de prévoir le type de gouvernement qui pourrait s'imposer dans un Québec indépendant dans dix ans ou plus d'ici. Selon eux, le PQ se subdiviserait selon les tendances idéologiques, politiques et économiques pour aboutir, en dernière analyse, à un gouvernement plus à gauche et plus anti-américain que la direction actuelle, assez modérée.

Certains observateurs s'inquiètent de voir le nouveau gouvernement d'un Québec indépendant se servir de la Voie maritime du St-Laurent comme instrument de chantage, principalement contre le Canada mais possiblement aussi contre les États-Unis. Certains s'attendent, même si le PQ s'est efforcé d'éviter toute déclaration qui le ferait taxer d'irrédentisme, à ce qu'un nouveau gouvernement dans un Québec indépendant soulève plusieurs questions à cet égard.

Ils remarquent que René Lévesque, après son élection, a évoqué une fois de plus la question du Labrador en proposant que la réclamation du Québec soit soumise à l'arbitrage de la Cour internationale de justice. Bien que cette Cour ne rendrait pas un jugement sans l'accord du Canada, certains soupçonnent un Québec indépendant de présenter des réclamations beaucoup plus insistantes à l'égard du Labrador, surtout si les mines de fer, d'uranium et les autres ressources minérales qui s'y trouvent s'avéraient plus rentables. Les

tensions monteraient au Canada et susciteraient des craintes additionnelles aux États-Unis en ce qui concerne la sécurité de l'Arctique et de l'Atlantique Nord.

Bien que jusqu'à maintenant le PQ ait clairement laissé entendre qu'il considérerait les minorités francophones à l'extérieur du Québec en Amérique du Nord comme des « causes perdues », susceptibles d'être assimilées à la culture anglo-saxonne en moins de deux générations, certains Américains se demandent, advenant l'indépendance du Québec, si des éléments de l'élite acadienne au Nouveau-Brunswick et des francophones en Ontario le long de la frontière québécoise ne préféreraient pas se joindre au Québec plutôt que de demeurer dans un Canada anglophone qui n'offrirait plus la force compensatoire qu'est le Québec actuel. Si ces francophones à la frontière du Québec demandaient ouvertement à joindre le Québec, y aurait-il des personnalités influentes au sein du PQ, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement, qui seraient suffisamment bienveillantes pour tenter de provoquer un changement de la politique gouvernementale ? Sinon, se pourrait-il que plus tard, un gouvernement plus nationaliste et plus agressif dans un Québec indépendant prête une oreille plus attentive à ce nouvel irrédentisme ? Toute tentative dans ces régions frontalières avec des majorités ou de fortes minorités de francophones pour se joindre au Québec susciterait inmanquablement une réaction virulente en Ontario et au Nouveau-Brunswick, avec la bénédiction active d'Ottawa.

Certains Américains évoquent même des difficultés aux États-Unis en raison des affinités des Franco-Américains du nord de la Nouvelle-Angleterre et de l'État de New-York avec un Québec indépendant. Bien que certains de ces Américains d'origine québécoise et acadienne ressentiraient une certaine émotion et une fierté nouvelle à l'endroit de leurs origines ethniques si un Québec plus dynamique, vivifié et maître de sa destinée voyait le jour, bien peu retourneraient au Québec et pratiquement personne ne soutiendrait des arguments irrédentistes à propos des régions frontalières où existent des majorités ou de fortes minorités franco-américaines. Les Franco-Américains ont perdu dans l'ensemble, leur langue française et leur culture québécoise dès la deuxième génération et complètement à la troisième. Enfin, il en reste fort peu de la première génération. Ces quelques Américains qui s'inquiètent de l'irrédentisme québécois aux États-Unis n'ont généralement aucun contact avec les Franco-Américains en question.

IV – PERCEPTIONS DES IMPLICATIONS POUR LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

Mais il est un aspect plus important que l'indépendance du Québec *per se* pour la plupart des experts américains de la politique étrangère, au sein du gouvernement comme parmi les groupes influents non gouvernementaux : ce sont les effets à long terme de l'indépendance sur le reste du Canada. Même les experts impliqués dans le domaine des affaires canado-américaines perçoivent

vent mal les nuances relatives au type de compromis que la direction péquiste serait prête à conclure avec Ottawa. Les quelques Américains qui connaissent la thèse de Claude Morin et d'autres ministres principaux estiment qu'il puisse s'agir d'une solution valable à long terme : une « confédération » entre le Québec et une fédération des provinces anglophones où chacune des parties contrôlerait l'éducation, les communications, la culture et la « langue de travail » et prélèverait ses impôts dans son territoire pour rembourser équitablement les frais d'un gouvernement confédéral à l'égard des affaires étrangères communes, de la défense et de la politique fiscale et monétaire de la confédération qui, elle-même, établirait une sorte de vaste marché commun. Pour les Américains informés, une solution comparable à celle que le premier ministre Bennett, de la Colombie britannique, a proposée en mars 1977 aurait un certain mérite, à savoir, une Confédération constituée du Québec, de l'Ontario, des Maritimes, des deux provinces des Prairies réunies et d'une unité de l'Ouest (Alberta et Colombie britannique). Les réactions américaines varieraient considérablement selon que de telles transformations s'établiraient de concert entre les provinces canadiennes et le gouvernement central ou qu'elles seraient la conséquence d'un retrait unilatéral du Québec de la Confédération. Mais le premier ministre Trudeau et ses collègues ont pratiquement réussi à convaincre la plupart des Américains sensibles aux questions internationales que l'alternative se situe entre des changements relativement mineurs à la constitution fédérale et l'indépendance totale du Québec. Malheureusement, l'élite péquiste n'a pas exposé clairement, même pour les spécialistes américains, le type de compromis qu'elle serait disposée à accepter.

Ainsi, tous les Américains, à quelques exceptions près, pensent que l'objectif minimum du PQ est une sécession complète et une indépendance souveraine où le Québec aurait ses propres ambassades à l'étranger, se retirerait de la défense commune et des arrangements de sécurité avec les États-Unis, etc. Compte tenu de cette hypothèse, peu d'Américains qui se sont penchés sur le sort éventuel du reste du Canada (bien peu l'ont fait) semblent admettre la thèse de certains Canadiens selon laquelle un Canada culturellement plus homogène, sans le Québec, deviendrait plus uni et maintiendrait un cadre fédératif viable à long terme. L'exemple d'une sécession « réussie » par le Québec ne serait pas perdu pour les autres provinces, particulièrement les plus fortes. Les divergences au chapitre des intérêts économiques régionaux et autres semblent trop fortes pour maintenir l'unité nationale d'une population dont la plupart des membres sont géographiquement et économiquement plus proches des États-Unis que des autres provinces. Les Maritimes, économiquement moins développées, seraient séparées du reste du Canada par plus de trois cents milles – on ne peut s'empêcher de penser au Bengla Desh que l'Inde séparait du Pakistan occidental – les seuls liens de communication traversant le Québec ou les États américains au nord de la Nouvelle-Angleterre et de New York.

Les Maritimes pourraient choisir une forme de libre-échange ou de relations spéciales avec les États-Unis, voire même, l'inclusion pure et simple, en admettant que les États-Unis soient prêts à ajouter un fleuron pauvre et démun

à leur couronne. Le Manitoba et la Saskatchewan préféreraient sans doute vendre leur production primaire – surtout les produits alimentaires – à travers le monde et importer des biens manufacturés sans les barrières tarifaires canadiennes. L'Alberta préférerait vendre son pétrole et son gaz à des prix mondiaux (ou plus élevés) à ses clients assidus du sud plutôt qu'à des prix considérablement plus bas au reste du Canada et conserver pour elle-même les profits tout en important des produits sans barrières tarifaires canadiennes. L'Alberta et les États-Unis auraient peut-être intérêt à instituer une relation spéciale – libre-échange, accord à la portoricaine, peut-être même l'inclusion politique à titre d'État. La Colombie britannique, intéressée à développer ses échanges avec la côte ouest des États-Unis et le Japon, pourrait soit s'aligner avec l'Alberta ou faire cavalier seul.

Certains soutiennent que Toronto et l'Ontario, en général, risquent de se retrouver très isolés – un peu comme Vienne et l'Autriche après la désintégration de l'empire austro-hongrois en 1918. Leur meilleure chance pourrait également se traduire par une relation spéciale – y compris l'annexion – avec les États-Unis et surtout le Midwest américain avec lequel l'Ontario pourrait amorcer des relations économiques nouvelles des plus fructueuses.

Le Québec francophone pourrait probablement protéger son intégrité culturelle avec moins de difficulté dans le cadre de telles relations directes avec les États-Unis que ne le pourraient individuellement les provinces anglophones. En effet, sans le Québec, les provinces anglophones auraient de plus en plus de mal à maintenir une identité culturelle différente de celle des États-Unis. Pour atteindre cet objectif, sans l'influence modératrice du Québec francophone, certains craignent que le Canada anglais ait à devenir plus anti-américain, ultra-sensible au comportement américain au point de transformer des différences nationales mineures en barrières artificielles majeures.

À moins de relations économiques (et peut-être politiques) spéciales et bénéfiques avec les États-Unis, c'est l'avènement d'un Canada balkanisé, constitué de provinces turbulentes et éventuellement unies dans leur anti-américanisme qui semble, pour l'Américain touché par ces événements, devoir découler de l'indépendance du Québec. Les puissances étrangères y verraient un moyen de pression nouveau sur les États-Unis alors que les possibilités de coopération économique avec les États-Unis se trouveraient diminuées, le tout se déroulant dans un climat d'instabilité à la frontière nord des États-Unis. Pour les Américains informés, la sécurité collective de l'Amérique du Nord serait plus difficile à maintenir. Globalement, il est difficile pour les Américains, fussent-ils les plus imaginatifs, de concevoir comment un Québec indépendant pourrait s'avérer à l'avantage à long terme des États-Unis, comparativement aux avantages du maintien du Québec au sein du Canada, même dans une confédération plus décentralisée.

On entend assez souvent des Canadiens anglais alléguer que les groupes influents aux États-Unis préféreraient, pour ne pas dire encourageraient, le fractionnement du Canada, soi-disant pour pouvoir annexer les provinces les

plus riches en ressources naturelles aux États-Unis. Cette préoccupation est sans fondement. Tout d'abord, il y a très peu d'Américains qui pensent suffisamment au Canada pour arriver à une telle conception. En outre, l'annexion ne deviendrait une possibilité réelle que si la balkanisation évoquée plus haut avait réellement lieu, si une ou plusieurs provinces la demandaient et que toute autre possibilité s'avérerait pire encore que l'annexion. Mais l'auteur ne connaît virtuellement personne dans la communauté des gens qui comptent en politique étrangère, à l'intérieur comme à l'extérieur des milieux gouvernementaux, qui s'exprime en ces termes, même dans les discussions les plus privées et personnelles. L'auteur doute qu'il se trouve parmi ses connaissances quelqu'un qui se sente prêt à faire face à une telle situation.

V – QUELQUES OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

Comme certaines des impressions ci-dessus l'indiquent, de nombreux Américains qui suivent avec intérêt les affaires canadiennes – qu'ils appartiennent aux milieux des affaires, aux cercles universitaires, à la presse, aux milieux gouvernementaux ou à d'autres groupes – se préoccupent des conséquences de l'incertitude que laisse planer l'avenir du Québec en raison du délai imposé au référendum, peut-être jusqu'à la fin du mandat de l'actuelle Assemblée nationale, des ambiguïtés possibles relatives au type de question ou programme que le référendum sera appelé à définir et enfin, du résultat du vote lui-même. Les intérêts économiques sont marqués de cette incertitude en raison de l'orientation imprécise, pour l'instant, des politiques gouvernementales à l'égard de l'investissement étranger. La décision du gouvernement à propos de l'amiante est susceptible d'influencer de façon fondamentale le comportement des investisseurs au sein des sociétés américaines, particulièrement dans le domaine des industries primaires, mais dans d'autres domaines également. La décision prise en février 1977 par la Johns Manville Co. de suspendre ses investissements⁶ n'est qu'une première manifestation de l'effet de telles incertitudes sur les investisseurs éventuels.

Une des préoccupations les plus générales tient apparemment aux incertitudes à propos des politiques éventuelles du gouvernement actuel, jugé relativement modéré. Cette inquiétude se change en anxiété dès que l'on évoque un gouvernement subséquent dans un Québec peut-être indépendant. Certains observateurs notent que la gauche parmi les militants actifs du PQ est sous-représentée au sein des membres péquistes de l'Assemblée nationale et du cabinet. Le processus vers l'indépendance pourrait élargir, polariser, radicaliser et accroître l'influence politique de cette gauche. Une fois les structures du parti transformées après l'indépendance, un gouvernement plus radical pourrait voir le jour et entamer son mandat en s'opposant à l'investissement étranger,

6. Décision renversée à la suite d'un compromis avec le gouvernement péquiste.

en étant hostile au milieu des affaires, aux Américains, et en adoptant une attitude de neutralité en politique étrangère.

Pour la plupart des membres du gouvernement péquiste, les hauts fonctionnaires et les gens des milieux de presse, information, communication et recherche dans le Québec francophone, ces inquiétudes paraîtront exagérées et inutilement alarmistes. Ils rétorquent d'ailleurs que la « gauche » au sein du PQ n'est pas très à gauche d'après les critères internationaux et que l'élément radical du parti et, d'une façon générale, de la vie politique québécoise, est ténu. Il est difficile d'imaginer que ce groupe puisse grandir suffisamment au cours des deux prochaines décennies, au point de former un jour le gouvernement à Québec.

Le gouvernement péquiste s'est engagé à déboursier un prix équitable pour tout intérêt économique qu'il prendrait en charge ou rachèterait. Étant donné les restrictions financières du gouvernement, les nationalisations ou les achats d'un contrôle majoritaire devront, par nature, être très sélectifs. L'amiante est une priorité particulière à cet égard en raison des risques pour la santé, l'absence pratiquement totale de transformation locale, de traitement ou de valeur ajoutée au produit brut, à cause d'un passé lourd de conflits ouvriers et enfin à cause du volume d'investissement minime de la part des cinq sociétés étrangères qui contrôlent pratiquement toute l'extraction. En fait, la politique gouvernementale à l'égard de l'amiante peut fort bien s'avérer judicieuse et pragmatique. Elle n'est pas nécessairement un prélude à des gestes similaires de la part du gouvernement face à d'autres investissements étrangers, même dans le domaine de l'extraction des matières primaires.

Les hauts fonctionnaires, la fonction publique en général et les citoyens « ordinaires » du Québec qui les côtoient affirment que le gouvernement désire sincèrement l'investissement privé direct américain, particulièrement au niveau du traitement local et de la transformation qui exige une forte technologie. Les limitations au contrôle étranger sur les communications et les *media* culturels ne risquent pas d'être plus contraignantes, disent-ils, que celles que mettent en œuvre d'autres petites sociétés qui existent à côté de sociétés plus vastes, plus riches et plus puissantes. Les exigences en matière d'emploi local et d'utilisation de la langue locale pour la publicité et dans les postes techniques et de gestion plus élevés au sein des entreprises étrangères ne seront pas plus astreignantes, dans l'ensemble, que celles qui sont imposées en Europe et au Japon.

Des réclamations inspirées par l'irrédentisme semblent peu probables sous n'importe quel gouvernement québécois. Il en est de même de gestes hostiles à l'égard des États-Unis – soit seul, soit en coopération avec d'autres puissances ennemies des États-Unis – qui puissent menacer leur sécurité ou d'autres intérêts américains, bilatéraux ou mondiaux. Enfin, le gouvernement actuel, comme tout autre gouvernement futur d'un Québec indépendant, comprendra la réalité fondamentale selon laquelle le Québec fait inévitablement partie de l'Amérique du Nord, que ses relations avec les États-Unis sont bien plus à la

base de son bien-être national que ne le sont ses relations avec n'importe quel autre pays en dehors de l'Amérique du Nord et enfin que le Québec a bien plus à gagner à avoir des relations amicales avec les États-Unis que les États-Unis avec le Québec.

Par exemple, l'intérêt économique du Québec à maintenir le libre passage de ses ressources et d'autres biens par la Voie maritime du St-Laurent vers le Midwest américain, fortement industrialisé, est relativement beaucoup plus grand que ne l'est l'intérêt américain d'accéder à l'Atlantique par Montréal. Si l'on est parvenu à établir des modalités mutuellement avantageuses entre des pays aussi hétéroclites, politiquement et culturellement, que ceux qui bordent le Rhin et surtout le Danube, il ne devrait pas être si compliqué d'aboutir à de tels accords entre le Canada, le Québec et les États-Unis à propos du St-Laurent.

Les Québécois, tant à l'intérieur qu'en dehors des cercles gouvernementaux actuels, pourraient adopter des modalités d'action peu coûteuses et pourtant mutuellement avantageuses pour lever le voile de perceptions fausses et d'incompréhension de chaque côté.

Il y aurait lieu, tout d'abord, d'entreprendre une analyse empirique et systématique des liens du Québec avec les États-Unis, qui correspondent à ses intérêts à long terme. Les relations économiques devraient faire l'objet d'une étude prioritaire sous l'égide des personnes les plus compétentes tant au sein de la fonction publique que dans les secteurs privés. L'Institut C. D. Howe a amorcé au début de l'année 1977 une analyse empirique systématique intitulée « Accent Québec » qui porte sur l'économie québécoise *per se* et sur ses relations avec l'économie canadienne. Le ministère des Affaires intergouvernementales a amorcé des études comparables sur une base sectorielle des relations économiques du Québec avec le Canada. Cependant, ni l'un ni l'autre (pas plus que d'autres groupes) n'ont entrepris d'études similaires sur les relations économiques sectorielles entre le Québec et les États-Unis. Ce n'est pourtant que par de telles analyses objectives qu'il sera possible d'examiner les implications réelles pour le Québec des différentes politiques à l'égard de questions aussi controversées que l'investissement étranger, le libre-échange, le marché commun avec le Canada par rapport à celui qui serait à définir avec les États-Unis. Il en irait de même de l'examen des conséquences économiques des différentes modalités d'aménagement constitutionnel avec le Canada, du cadre actuel à l'indépendance complète dans des circonstances où le Canada ne voudrait pas d'un marché commun avec le Québec.

Une recherche sérieuse devrait examiner, entre autres, les réactions possibles des différentes élites influentes au sein des sphères décisionnelles américaines ainsi que les mécanismes pertinents d'élaboration de politiques au sein du gouvernement, des sociétés commerciales, des communautés bancaires et financières et des autres institutions par lesquelles ces réactions se manifestent. Bien que le domaine économique soit évidemment le plus important, les

aspects culturels et politiques méritent qu'on leur accorde également une attention systématique.

Les éléments constitutifs d'une telle recherche devraient émaner principalement du Québec plutôt que des États-Unis. Le gouvernement, avec l'aide des fondations et des instituts de recherche, doit s'engager bien plus que par le passé et recruter les meilleurs talents pour entreprendre l'analyse systématique de ce domaine sous-développé de la recherche que constituent les relations avec les États-Unis et les résultats possibles de différentes politiques dans ce domaine. Si une telle entreprise était amorcée au Québec, il serait facile de trouver des chercheurs américains pour étudier le côté américain de la question.

La direction du gouvernement péquiste doit définir plus clairement qu'il ne l'a fait jusqu'à maintenant pour le public américain informé les subtilités de ses politiques à long terme. Il s'agit surtout de clarifier au plus tôt les conditions sous lesquelles le Québec accepterait de demeurer dans une confédération canadienne ainsi que ses objectifs économiques.

Par exemple, serait-il disposé à confier la politique étrangère et la défense, la politique fiscale et monétaire à un gouvernement confédéral ? Sans droit de veto ? S'il en est ainsi, quelles seraient les règles du jeu ? L'immigration serait-elle nécessairement contrôlée par le Québec ou par la confédération ? Quel système de détermination et d'allocation des revenus fiscaux entre le Québec et la confédération serait acceptable ?

En ce qui a trait aux considérations économiques, dans quelle mesure Ottawa devrait-il remettre au Québec l'autorité en matière de développement économique ? Quels en seraient les instruments ? Comment le marché commun fonctionnerait-il (comme maintenant ?) et comment ses interdépendances avec d'autres aspects de la politique économique canadienne seraient-elles gérées ? Quelles sont les politiques éventuelles à long terme d'un tel Québec en matière d'investissement, d'imposition des entreprises étrangères, des conditions de travail (syndicats, langue, etc.) ? Dans quelle mesure l'amiante représente vraiment un cas particulier et pourquoi ? L'absence ou la rareté de spécificité sur ces questions dans les déclarations des chefs péquistes, y compris M. Lévesque, à l'égard du public américain, a eu tendance à susciter davantage de préoccupations plutôt qu'à les aplanir.

Il faudra faire simultanément beaucoup plus pour amorcer des dialogues francs et libres entre les groupes privés non universitaires à travers le Québec francophone, y compris les péquistes actifs, les dirigeants, les fonctionnaires et leurs homologues américains. Les fonctionnaires fédéraux américains doivent évidemment éviter de se compromettre dans des relations directes, surtout dans les milieux officiels, avec des fonctionnaires québécois sauf si ces contacts reçoivent l'aval du gouvernement canadien. Mais des échanges de vues libres, sans formalité et candides, englobant les hauts fonctionnaires du gouvernement québécois, avec l'élite américaine en politique étrangère et les autres personnalités influentes en dehors des cercles gouvernementaux – même si ou parce

que ceux-ci sont en contact permanent avec les dirigeants américains – sont indispensables. Bien plus, ils doivent s'élargir sur une base continue si l'on veut vraiment éviter de part et d'autre des perceptions fausses, des malentendus et l'incompréhension.

Ces Américains doivent amorcer des contacts francs avec des Québécois francophones plus représentatifs que ne l'étaient les petits groupes professionnels et hommes d'affaires fédéralistes que bon nombre d'Américains rencontraient jusqu'à maintenant, s'ils veulent se faire une opinion plus équilibrée de l'évolution du Québec. Les dirigeants québécois et les groupes en contact avec eux ont besoin de leur côté de ces rapports directs avec les Américains s'ils veulent comprendre les conceptions et prévoir les réactions probables du gouvernement américain ainsi que des institutions non gouvernementales face aux différentes possibilités d'action pour le Québec. Ce nouveau réseau de communication se conçoit dans le long terme mais on ne peut plus se permettre d'attendre pour l'amorcer activement.